

## Frédéric BURGHARD

Je voulais juste vous exprimer de manière globale notre position. Nous avons eu comme vous, et comme nous tous, du mal à dissocier les deux dossiers qui sont profondément liés. Ce n'est pas toujours facile d'aborder la question « Haute-Saône 2020 » en faisant abstraction des contrats territoriaux. Nous avons pas mal d'éléments transversaux. Peut-être avant d'y revenir plus profondément dans la deuxième partie pour les contrats territoriaux, nous voulions simplement vous signaler que nous allons nous abstenir pour le dossier « Haute-Saône 2020 » même si un certain nombre de choses vont dans le bon sens car nous avons un point de divergence majeur, un point d'achoppement, celui de la péréquation et de cette différenciation qui peut être faite entre secteurs. Monsieur BURKHALTER l'a dit tout à l'heure, il y a un point positif effectivement au vu des données de l'INSEE, c'est que la Haute-Saône a progressé en nombre d'habitants, mais nous ne pouvons pas en rester à cette simple donnée. Nous sommes obligés de concevoir et de reconnaître qu'il a progressé de manière très inégalitaire et surtout qu'il a été trainé par deux territoires à proximité des grands pôles urbains, Besançon et le Pays de Montbéliard. Il y a une grande inégalité qui s'est installée entre les territoires en Haute-Saône et il y a des secteurs entiers qui sont restés à l'écart du développement dont parlait Monsieur BURKHALTER tout à l'heure. Il est assez symptomatique d'ailleurs que ce soit un élu d'Héricourt qui revienne et insiste sur ce côté positif. Seulement, ce n'est pas positif partout. C'est un peu notre regret. Je pense que, nous y reviendrons au moment des contrats territoriaux, il aurait fallu que nous mettions en place un plan plus fort, une sorte de plan de rattrapage de manière à donner réellement aux territoires les plus défavorisés la possibilité de contrecarrer cette logique que nous avons pu constater. Nous y reviendrons tout à l'heure avec les contrats territoriaux et nous aurons l'occasion d'argumenter sur ces sujets. Dans l'immédiat, nous nous abstiendrons sur le dossier « Haute-Saône 2020 ».

## Yves KRATTINGER

Monsieur BURGHARD, je vais vous dire que je ne partage aucunement ce que vous venez de dire. Vous considérez toujours, et c'est une grave erreur, que la question de l'argent est fondamentale. Les caractéristiques d'un territoire en déclin, c'est qu'il place son argent à la banque et que celle-ci va le prêter aux territoires en progrès qui, eux, sont endettés. C'est cela la caractéristique économique des territoires et c'est la raison pour laquelle il y a six banques à Jussey. Ce n'est pas pour développer Jussey, mais pour pomper l'argent qui s'y trouve et aller le prêter ailleurs. Alors que si on écoutait la simple logique du besoin, nous ferions des contrats avec beaucoup d'argent pour le Sud et la proximité de l'aire urbaine et moins d'argent pour les autres parce qu'ils n'en manquent pas. Ce qui leur manque, ce n'est pas l'argent, ce sont les ambitions et donc, des hommes d'une autre génération, d'un brassage plus important pour avancer. Dans ma grande sagesse, je fais en sorte que ces territoires aient un euro par habitant quand les autres qui en auraient besoin de deux pour créer de nouveaux équipements n'en auront qu'un aussi. Vous comprenez ce que je veux dire ? Je suis d'accord avec Vanik BERBERIAN quand il dit que les urbains ont deux euros de DGF et les ruraux un euro que c'est injuste. En Haute-Saône, nous pouvons dire que tout le monde a un euro de dotation. Ce n'est pas une dotation de fonctionnement, mais d'investissement. Chaque territoire a un euro par habitant. Vous êtes constamment dans l'erreur d'analyse sur la façon de faire progresser un territoire et c'est pour cela que vous n'arrivez pas là où vous souhaiteriez aller. Le jour où vous considérerez que ce n'est pas en comptant l'argent qu'on commence, mais en élaborant le meilleur projet possible qu'on va faire sortir de l'argent, vous irez alors dans la bonne direction. Je m'inscris complètement en faux par rapport à ce que vous avez dit. C'est absolument absurde sur le plan d'une stratégie de développement. Cela me rappelle le discours qui a justifié ma candidature au Conseil général parce que j'entendais cela tout le temps. Un jour, j'en ai eu assez d'entendre ce discours, il faut en changer. La stratégie de reconnection, excusez-moi Monsieur BURGHARD, est la seule possible. L'adossement au vide, c'est le suicide. Je le dis pour la Haute-Saône, l'adossement au vide, c'est le suicide. Il faut donc continuer à prolonger cette stratégie de reconnexion. Ce sont des décisions que nous avons prises ensemble jusqu'à ce que vous restiez avec nous sur la RN57 Sud, mais que vous ne tarderez pas, quand nous serons en période électorale, à me reprocher. Je vous vois arriver, je peux le dire à la presse dès aujourd'hui. Il faut continuer Lure-Vesoul de l'autre côté. Faute de mettre en œuvre cette stratégie, la reconnection ne bénéficiera que dans une certaine limite à l'ensemble. De la même façon que la déviation de Port-sur-Saône aura le plus grand intérêt pour tout le Nord-ouest parce qu'elle fera sauter le bouchon psychologique pour un certain nombre d'habitants qui considèrent l'étranglement comme un tunnel. Ils n'ont pas envie d'aller habiter de l'autre côté. Tout cela, c'est le fond du fond.

Nous ne sommes pas dans la même analyse de nos territoires, Monsieur BURGHARD. Nos analyses sont opposées, nos regards sont différents. Et c'est beaucoup mieux que vous ne votiez pas cette stratégie que vous ne partagez pas. Mais en ne la votant sans en proposer une alternative, vous montrez que vous n'en avez pas d'autre, c'est cela la réalité de ce vote. Cela fait pas mal d'années que nous sommes sur ce débat et nous allons y rester parce que ceux qui changent de stratégie tous les six mois, tous les ans ou tous les cinq ans, sont ceux qui échouent perpétuellement. Une stratégie pour un territoire, elle dure vingt ans, trente ou même quarante ans. Elle ne dure pas quelques années. Nous allons passer au vote. Vous avez eu la parole, moi aussi. Qui est contre ? Il n'y a personne. Qui s'abstient ? Il y en a neuf. Qui est pour cette stratégie et pour « Haute-Saône 2020 » ? Il y en a vingt-trois. Cette stratégie est adoptée à la majorité.

**Frédéric BURGHARD**

J'ai bien noté aussi que vous disiez que si nous souffrons, vous l'avez dit tout à l'heure, c'est de la faute des élus qui sont sur le territoire. Vous avez parlé d'hommes usés. C'est très fort ce que vous avez dit. Il y a des hommes usés et quand ils le sont, nous comprenons qu'il faut les changer, c'est votre position. Je pense que ce n'est pas très respectueux des élus locaux et ruraux.

**Yves KRATTINGER**

C'est de vous dont je parlais.

**Frédéric BURGHARD**

Je ne suis pas encore trop usé, je viens d'arriver.

**Yves KRATTINGER**

C'est de vous parce qu'on peut être beaucoup plus vieux que l'apparence que l'on a.

**Charles GAUTHIER**

Ou que les artères.

**Yves KRATTINGER**

C'est de vous dont je parlais, Monsieur BURGHARD.

**Frédéric BURGHARD**

Vous parliez aussi...

**Yves KRATTINGER**

Je parlais de vous et uniquement de vous.

**Frédéric BURGHARD**

Je vous le répète, je suis très frais, comme un gardon. Je viens d'arriver et j'espère pouvoir le rester encore longtemps.

**Yves KRATTINGER**

En politique, on peut ne pas être frais tout en étant jeune.

**Frédéric BURGHARD**

Je vous parlais aussi des territoires qui baissent les impôts et vous parlez des villes qui les baissent également, il y en a un certain nombre ces derniers temps. Vous avez toujours la même rengaine, c'est-à-dire que lorsqu'on baisse les impôts, vous dites que c'est nul et que c'est la dernière chose à faire. Vous ne vous mettez pas non plus dans la peau d'élus de territoires qui ont des difficultés et qui connaissent des problèmes d'attractivité. Si certaines villes font un effort considérable pour pouvoir baisser leurs impôts, c'est aussi pour enrayer cette spirale infernal dans laquelle elles sont enfermées qui a pour conséquence qu'elles connaissent une baisse de leur attractivité, de leurs habitants et de leurs contribuables. Nous en revenons tout à l'heure à votre démonstration et vous ne pouvez pas nier, Monsieur le Président, que certains territoires ont plus d'atouts que d'autres. Vous parlez en tant qu' élu d'un territoire qui a tout de même beaucoup de choses pour réussir. et c'est simple quand on a leur faute, qu'ils n'entreprennent pas, qu'ils n'ont pas de projet et qu'ils ne savent pas convaincre. Vous l'avez dit, Monsieur le Président.

**Yves KRATTINGER**

Ce sont vos paroles, pas les miennes.

**Frédéric BURGHARD**

Vous l'avez dit, vous ne pouvez pas le nier. Simplement, vous ne pouvez pas nier non plus qu'il y a des territoires qui ont plus d'atouts que d'autres, plus de pistes de développement, plus de marges d'investissement, plus de possibilités d'endettement. Ce sont des territoires qui ont une croissance en habitants, en contribuables et en recettes, et qui sont dans un cercle vertueux. Vous ne savez pas que se trouver dans la spirale inverse pose une réelle difficulté pour s'en sortir parce que ce n'est pas une question d'élus, mais de moyens. Les projets sont là. Nous aurions voulu au niveau de la politique départementale que vous puissiez accompagner un peu plus fort ces territoires qui ont des projets, mais qui ne peuvent pas les mener à bien parce que tout simplement l'argent public va préférentiellement sur des territoires qui sont plus favorisés.

**Yves KRATTINGER**

L'argent public va de la même façon partout.

**Frédéric BURGHARD**

Tout à l'heure, vous avez caricaturé également notre position sur la stratégie de reconnection. Nous sommes avec vous sur la stratégie de reconnection, nous l'avons écrit dans notre contribution.

**Yves KRATTINGER**

C'est nouveau.

**Frédéric BURGHARD**

Non, ce n'est pas nouveau, cela figure dans notre contribution que nous avons adressée à tous les Présidents de Communauté de communes. Nous pensons que cela porte ses fruits, mais que ce n'est pas suffisant pour retrouver une égalité de traitement sur les territoires et il faut l'assortir d'un plan très fort pour entraîner vers l'avant les territoires qui sont défavorisés et qui resteront définitivement à l'écart de ce développement. Vous citez tout à l'heure les axes dont tout le monde devrait pouvoir profiter. Par exemple, le canton de Faucogney, même si on développe les axes, vous ne pouvez pas nier qu'au bout d'un moment ce canton reste à l'écart du développement. Ce n'est pas parce que les élus y sont mauvais, c'est comme cela. Il y en a qui se trouvent un peu à l'écart.